



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/49/22 B  
23 janvier 1995

---

Quarante-neuvième session  
Point 37, c, de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sans renvoi à une grande commission (A/49/L.29/Rev.1 et Rev.1/Add.1)]

49/22. Décennie internationale de la prévention des  
catastrophes naturelles

B 1/

Dispositif d'alerte rapide mis en place par les organismes des  
Nations Unies pour parer aux catastrophes naturelles

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 46/182 du 19 décembre 1991, 47/168 du  
22 décembre 1992 et 48/57 du 14 décembre 1993,

Rappelant la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : directives  
pour la prévention des catastrophes naturelles, la planification préalable aux  
catastrophes et l'atténuation de leurs effets 2/, adoptée à l'issue de la  
Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, tenue à  
Yokohama (Japon) du 23 au 27 mai 1994, et plus précisément l'importance  
cruciale de l'alerte rapide et de la diffusion efficace d'informations, pour  
pouvoir prévenir les catastrophes et assurer une bonne planification  
préalable,

---

1/ En conséquence, la résolution 49/22 du 2 décembre 1994 doit être  
considérée comme étant la résolution 49/22 A.

2/ Voir A/CONF.172/9, chap. I, annexe II.

Considérant que les catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement font chaque année de très nombreux morts et des dégâts matériels très importants,

Convaincue de la nécessité de mieux mettre en garde contre l'éventualité des catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement, de mieux les prévenir ou en limiter les effets et de mieux assurer la planification préalable,

Tenant compte des dispositifs d'alerte rapide qui existent déjà dans les organismes des Nations Unies, en particulier au Département des affaires humanitaires du Secrétariat, au Programme des Nations Unies pour l'environnement, à l'Organisation météorologique mondiale, à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture,

Consciente de la nécessité d'éviter un chevauchement des activités des organismes des Nations Unies concernant les dispositifs d'alerte rapide,

Sachant qu'il est important pour tous les pays, en particulier les pays en développement, d'être alertés rapidement pour pouvoir prévenir les catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement ou en limiter les effets et pour assurer la planification préalable,

Réaffirmant qu'une croissance économique soutenue et un développement durable sont des conditions essentielles pour pouvoir prévenir les catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement et assurer une planification préalable, et que cette prévention et cette planification préalable devraient retenir tout particulièrement l'attention des gouvernements concernés et de la communauté internationale,

1. Prie le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquantième session, un rapport sur les dispositifs d'alerte rapide existant dans les organismes des Nations Unies, ainsi que des propositions sur la manière d'améliorer le fonctionnement et la coordination de ces dispositifs afin qu'ils puissent intervenir efficacement en cas de catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement, et de présenter également à cet égard des propositions concrètes concernant le transfert de technologies d'alerte rapide, en particulier vers les pays en développement, compte tenu du chapitre 34 d'Action 21 3/ et de la Stratégie de Yokohama pour un monde plus sûr : directives pour la prévention des catastrophes naturelles, la planification préalable aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets;

---

3/ Voir Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 [A/CONF.151/26/Rev.1 (Vol. I et Vol. I/Corr.1, Vol. II, Vol. III et Vol. III/Corr.1)] (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

2. Prie également le Secrétaire général d'inclure dans son rapport des recommandations sur la capacité des organismes des Nations Unies de coordonner efficacement les informations relatives aux catastrophes naturelles et autres qui ont des effets nocifs sur l'environnement et de les communiquer aux dispositifs d'alerte rapide qui existent aux échelons régionaux, nationaux et sectoriels.

93<sup>e</sup> séance plénière  
20 décembre 1994